Document généré le 18 juil. 2025 01:15

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

[Sans titre]

Le comité de rédaction suisse

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1035029ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1035029ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Le comité de rédaction suisse (1980). [Sans titre]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 7–8. https://doi.org/10.7202/1035029ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

On donne volontiers de la Suisse une image idyllique, entretenue sciemment, entre autre, par la presse et par la publicité des affaires et du tourisme, telles que la montagne, le chalet, la neige, la tranquillité, la stabilité politique, la verdure, les villages fleuris, la propreté, l'ordre, le lait, le chocolat, l'horlogerie, la banque et le calvinisme genevois... Il est vrai que récemment plusieurs auront pu lire que la Suisse n'est pas au-dessus de tout soupçon [1].

La Suisse se veut démocratie directe, « on y vote pour un oui ou pour un non » et cela à trois niveaux au moins, la Commune, le Canton (qui est un véritable État) et la Confédération (à savoir cette fédération de 23 cantons qui s'est appelée la Suisse). La force de la situation fédéraliste (aussi bien dans ses aspects conservateurs que « progressistes ») est une donnée essentielle.

Il se trouve cependant que depuis quelques décennies, le système social se structure de plus en plus selon un modèle centre-périphérie. En particulier, l'essentiel des activités socio-économiques se trouvent polarisées dans quelques régions urbaines transcantonales, voire transfrontalières telles que « le triangle de fer » Bâle — Olten — Zürich (chimie bâloise, banque zürichoise, métallurgie) et le secteur tertiaire international à Genève.

Ces transformations s'accompagnent d'un mouvement démographique qui suit les mêmes tendances. En marge de ces pôles de croissance se constituent des régions (intracantonales ou intercantonales) qui stagnent, voire régressent sur le plan socio-économique. À l'intérieur de ces régions ainsi définies, qu'elles soient centrales ou périphériques, des rapports du même type s'imposent entre les quartiers, les communes et les micro-régions. Ces transformations sont directement liées au processus d'industrialisation.

Ces changements en terme de centralisation et de hiérarchisation plus ou moins programmées se reflètent largement sur le plan politique. La plupart des observateurs de la Suisse conviennent du fait que l'appareil politique helvétique passe d'un système fondé sur des communes et des cantons largement autonomes à un système organisé et de plus en plus régenté par l'État fédéral.

Ce processus de grande envergure ne manque pas de provoquer des résistances et, parfois, des mouvements sociaux susceptibles de faire obstacle à ces tendances en visant à transformer les règles qui les induisent. Ces mouvements n'ont toutefois pas toujours un projet politique et social explicite. Citons en de deux types : les mouvements dit « régionaux », centrés sur la défense des intérêts, particularités et modèles culturels menacés par la centralisation, et les mouvements dits « urbains », réponses à la logique de croissance capitaliste qui fabrique les métropoles.

Dans un tel contexte, même pour les tenants de la logique dominante, il apparaît de plus en plus que la démocratie bourgeoise fonctionne mal, les ratés du système se multiplient, la base n'est plus sûre, on parle de cassure entre les partis et la population, la méfiance, voire le refus, s'installent.

Plus précisément, les forces sociales organisées, dont les partis de la gauche traditionnelle, sont interpellées au niveau de leurs pratiques et de leur théorie, une théorie que le long exercice des compromis au sommet (par exemple la participation de l'opposition de gauche aux gouvernements) a souvent réduite à un morne pragmatisme.

C'est ainsi que depuis plus de dix ans, à Genève en particulier, des mouvements sociaux urbains sont apparus, très divers, mais toujours resurgissants.

Nous avons choisi de présenter ici quatre aspects de ces luttes :

— un mouvement de résistance de locataires de la « périphérie » (banlieue) à une politique du logement piégée par les compromis entre les forces politiques ;

— un mouvement de lutte d'habitants d'un quartier populaire contre le délogement et la mort-lente de leur quartier ;

— un exemple d'engagement d'une institution universitaire (l'école d'architecture) dans une lutte pour la sauvegarde de ce même quartier ;

— une expérience d'information-consultation auprès de la population d'un quartier, à l'instigation du Conseil municipal de la ville de Genève.

Pour nous, le problème de l'analyse de ces luttes demeure : quelle est leur signification, quelle perspective de changement social ouvrent-elles ? Les articles que nous avons réunis esquissent déjà certaines réponses. Parmi les questions qui restent ouvertes et qui appellent des prolongements théoriques, nous pouvons en mentionner deux :

1. *L'isolement de ces luttes qui se déploient en ordre dispersé, sans que se constituent des organismes de coordination, une mémoire collective, susceptibles de cumuler et de transmettre les acquis. Mais cette préoccupation organisationnelle n'est-elle pas une résurgence de vieux schémas centralisateurs ? N'y a-t-il pas dans ces multiples mouvements un fait central qui est la lente acquisition de réflexes de lutte de plus en plus vifs, d'une spontanéité à la résistance qui annonce de nouveaux rapports aux appareils d'État ?*
2. *Ces mouvements montrent une tendance à refuser toute forme de « délégation » de responsabilités dans la conduite et le contenu des luttes. Il y a eu trop de récupérations insidieuses par le passé pour que ne soit pas mise en exergue cette volonté, de la part des membres des mouvements cités, d'être acteurs de leur histoire.*

En conséquence, les mouvements sociaux urbains ne peuvent pas être analysés avec des schèmes traditionnels reflétant les formes de démocratie qui nous collent à la peau ; il s'agit véritablement d'une autre perspective.

Le comité de rédaction suisse

[1] Jean Ziegler, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris, Seuil, 1978.